

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19185 - 74ÈME ANNÉE

Réaction du Parti communiste réunionnais à l'intervention du président de la République suite au mouvement des gilets jaunes

«Annonces d'Emmanuel Macron : le compte n'y est pas»



Pour le PCR, « le compte n'y est pas sur la revalorisation du SMIC. Nous soutenons la revendication des organisations syndicales qui demandait une valorisation de 300 euros sur les bas salaires et revenus ». De plus, « les conditions d'un large débat démocratique et populaire n'ont pas été posées alors que cela a été demandé prioritairement par la majorité des « Gilets Jaunes » ». Voici le communiqué du Parti communiste réunionnais diffusé ce 11 décembre.

« Après 3 semaines de mobilisation des « Gilets Jaunes », qui a révélé une grave crise sociale, le discours du Président de la République était attendu par une immense majorité de la population.

Pour le Parti Communiste Réunionnais, les deux conditions que nous avons posé pour apaiser le mécontentement ne sont pas réunies.

Premièrement, concernant les revendications concrètes sur le pouvoir d'achat, le compte n'y est pas sur la revalorisation du SMIC. Nous soutenons la revendication des organisations syndicales qui demandait une valorisation de 300 euros sur les bas salaires et revenus. Toujours sur le pouvoir d'achat, à aucun moment la question des prix n'a été abordée par le Chef de l'État.

Deuxièmement, les conditions d'un large débat démocratique et

populaire n'ont pas été posées alors que cela a été demandé prioritairement par la majorité des « Gilets Jaunes ».

Pour le Parti Communiste Réunionnais, la réunion d'urgence d'une « Conférence Territoriale » élargie à toutes les forces vives, comme demandée par plusieurs personnalités de La Réunion, pourra permettre de trouver ensemble des solutions adaptées à notre situation. C'est tous ensemble, et dans la transparence, que nous coconstruirons un projet global, cohérent, durable et solidaire.

Maurice Gironcel
Secrétaire Général du PCR »

Prix Nobel de la Paix

Femmes communistes de La Réunion : félicitations à Nadia Murad et Denis Mubwege

Dans un communiqué diffusé hier à la presse, les Femmes communistes de La Réunion saluent l'attribution du Prix Nobel de la Paix à Nadia Murad et à Denis Mubwege.

Les femmes communistes de La Réunion se félicitent de la reconnaissance internationale faite à Nadia Murad qui a reçu le prix Nobel de La Paix.

Ayant survécu des mois de calvaire en tant qu'esclave sexuelle aux mains des jihadistes, elle a brisé le silence et surmonté la honte que trop de femmes ressentent dans ces situations.

Nadia Murad poursuit aujourd'hui ce combat pour que les violences sexuelles en tant qu'arme de guerre cessent.

Les Femmes Communistes lui pré-

sentent leurs félicitations et lui assurent de leur soutien dans ce combat contre les violences sexuelles de quelque nature qu'elles soient.

Les Femmes communistes adressent également leurs félicitations à son co-réципиendaire, le docteur Denis Mubwege qui lui a aussi à sa façon oeuvré pour la libération des femmes.

Au fait, qui sont les vrais « voleurs » et les vrais « casseurs » ?

Depuis le développement du mouvement des « gilets jaunes », les débordements qui ont pu s'ensuivre et avec les poursuites judiciaires spécialement bien orchestrées par ce que l'on a du mal à qualifier d'autorités de JUSTICE, la question m'est rapidement, sinon naturellement, venue à l'esprit : « Finalement, qui sont les véritables voleurs et casseurs ? ».

- Comme un bon camarade me le faisait remarquer, il y a deux ou trois jours, « crois-tu camarade Jean-Paul que c'est les pauvres couillons que l'avé boire un coup, que l'a pa gingne coure assez vite et que la loi l'a capé, que lé po vremen les casseurs ? minm que l'éte minm pa capab bez un roche dan la tête la loi !! ». Ce qui n'a pas empêché un magistrat de les qualifier de « gens qui ne sont rien » dans la veine bien pensante du macronisme !! On trouverait sans difficultés des cas du même calibre dans les condamnés des comparutions immédiates de la belle et moderne justice parisienne !

- Allons même un peu plus loin : est-ce que les limiers de la police dionysienne ont mis la main sur

les « bénéficiaires » des casses de plusieurs magasins de Sainte-Clothilde qui revendaient quelques jours plus tard les bouteilles de whisky et les cigarettes volées, à des prix défiant toute concurrence, dans les rues du chef-lieu ? Posons malgré tout la question : est-ce que ce sont les profiteurs de troubles pour quelques centaines, voire quelques milliers d'euros, les véritables voleurs et casseurs de l'ordre républicain (question à étendre comme tout à l'heure aux délinquants parisiens, dont il serait intéressant de savoir combien il y a eu de voleurs reconnus parmi les condamnés !).

- Poursuivons notre questionnaire, à la vue de ces saisissantes images de plus d'une centaine de lycéens de Mantes-la-Jolie, à genoux et les mains entravées ou croisées sur la nuque, diffusées il y a quelques jours. Pour moi, professeur d'histoire à la retraite, il y avait là la réminiscence inacceptable d'images de l'occupation nazie en Europe durant la deuxième Guerre Mondiale et de répression coloniale en Indochine comme en Algérie : Monsieur le Procureur de la République de Paris, dont on comprend mieux aujourd'hui pour-

quoi Monsieur Macron était tellement désireux de vous voir nommé au poste que vous occupez à ce jour, relisez Montesquieu : ce qui est légal, est-il pour autant juste ?

- Et si les véritables casseurs et voleurs du bien commun et d'autrui des citoyens de la République Française se trouvaient tout simplement sous les ors de la République ? Ceux qui tolèrent, sinon organisent la fraude et l'évasion fiscale qui se comptent en DIZAINES de MILLIARDS d'EUROS chaque année ! Ne croyez-vous pas, Madame la Garde des Sceaux, que vous trouveriez là matière à développer et exprimer votre noble courroux contre ceux qui portent atteinte à ce que vous appelez encore les valeurs de la République : s'agit-il de la prévarication, qu'autorisent la proximité ou l'exercice du pouvoir, ou bien et plutôt du respect du bien commun et d'autrui, que de naïfs enseignants comme moi, ont cru devoir enseigner à leurs élèves ????

**Jean-Paul Ciret, militant du
Parti Communiste
Réunionnais**

Edito

Conseil consultatif citoyen : où est la transparence demandée par les gilets jaunes ?

Depuis le 17 novembre et le déclenchement du mouvement des gilets jaunes, la parole s'est libérée. Sur les barrages, sur les ondes, sur Internet ou dans la Maison du peuple réunionnais, des personnes issues de toutes les couches sociales s'expriment. Elles font partager leurs conditions de vie et leurs légitimes revendications. Elles ont également fortement appelé à une évolution du fonctionnement du système démocratique en place à La Réunion.

En effet, ces dernières années ont vu une forte progression de l'abstention aux élections. Aux premiers tours des départementales, régionales, de la présidentielle et des législatives, plus de la moitié des électeurs ont refusé de participer au scrutin. La mobilisation de ces trois dernières semaines a montré un grand intérêt pour les questions politiques de la population. Il y a donc une discordance entre le taux de participation aux élections, et l'envie des citoyens à participer au débat démocratique.

Les revendications portent notamment sur une plus grande implication des citoyens à la prise de décision. Le 30 novembre dernier, Didier Robert a fait la proposition de créer un Conseil consultatif citoyen. Le 4 décembre, le président de Région a réitéré sa proposition devant une délégation de gilets jaunes des quartiers de Vauban, des Camélias et de la Source. Il a demandé à ce que les contours de cette instance soient définies par les gilets jaunes, afin que cette nouvelle instance puisse fonctionner dans les 3 mois.

Hier, une première réunion s'est tenue dans la salle de l'assemblée de la Région Réunion. Témoignages n'était pas invité. A-t-il été le seul média boycotté ? Comment expliquer que la première rencontre visant à la création de ce Conseil consultatif citoyen n'ait pas fait l'objet d'une grande publicité, à la hauteur d'une autre revendication exprimée par les gilets jaunes : la transparence.

Mais faut-il s'en étonner ? Le message des gilets jaunes est très clair : plus rien ne doit être comme avant. Cela suppose que les initiatives visant à l'expression du mouvement doivent provenir des acteurs de la mobilisation. Il appartient aux gilets jaunes de s'organiser afin d'arriver à la construction d'une plate-forme pour structurer le mouvement. Toute initiative allant à l'encontre de cette dynamique ne manquera pas d'être interprétée comme celle de personnes désespérément accrochées aux privilèges que leur apporte un système à bout de souffle.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Ni pé trap nout sékirité alimantèr pou ranpli boujaron nout bann konpatriyot !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité i parétre ou la ékri kékpar la sékirité alimantèr sé in lézitime défans pou nou rényoné. Alé zoué kanète don ! Nout léjitime défans sé la mèr patri i assur sa pou nou. Nou lé fransé konm tout fransé é ni domann La frans ki plèv, ki vant, ki siklone, ki briz, ki kass, i asura pou nou lo nésèsèr pou boir é manjé. Ni vé lo mèm droi ké bann fransé d'Frans in poin sé tou. Frèrmé lo giyemé ! Tok ! Pran sa pou toué !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr sak ou i di i étone pa moin é mi oi ankòr in kou ou lé parti dsi la domann siouplé é out domann i plé pa moin ditou. I kont pa dsi baton tonton pou travèrs la rivyèr. In pé i di : i kont pad si bato tonton pou travèrs la mèr é sa imi yèm bon pé.

Matant, ala mon késtyon : d'aprè ou avèk lo tèr nou néna, avèk lo klima nou néna, avèk nout savoir épi nout kapasité, ni pé, ni pé pa ranpli lo boujaron nout bann konpatriyot ? Si ou i di non, tak baro toutsuit. Si konm moin ou i di oui, é si isi néna kansréti in rényoné dsi dis désidé pou produi nout manjé é bin sra oui, é nou va fé. Pou kosa ?

Pars mi di é mi rodi lo droi manzé boir,-donk assur nout sékirité alimantèr-sa i rolèv nout léjitime défans. Nou lé pa blijé produi tout, mé ni doi produi nout baz alimantèr é bien ramass sa dann magazin pou lo ka. Aprè nou va gingn viv kèr klèr. Pars koméla, lo pli pti kriz é nou lé afayi, é ni gingn l apèr, kapakap la fain i mont dsi nou. Touzis si ni bataye pa pou in pint do ri é troi grin zariko.

Ou i san pa matant nou lé rabésé dann in ka konmsa ? Alon marsh droit, alon lèv la tête, alon fèr an sort nout tèr, nout mèr épi nout matyèr griz i amenn anou pou trap nout sékirité alimantèr. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin

In kozman pou la rout

«For avèk bann fèb, fèb avèk bann for»

Sak la pa, in zour solman, sikonm tantasyon-la, I lèv son doi. Aprè li sava konfèss. Pou kosa mi di sa ? Pars souvan défoi, sa in défo d'moun dann nout sosyété. Mi di pa néna poin désèrtin i mète azot la plipar d'tan a koté bann fèb mé lé rar. Bien fé, bien abiyé, bien friké la pèrsone i bénéfisyé in lopinyon favorab. Tort, kontrofé, an langouti la pèrsone i soufèr konm i di in défisit limaz. Mi égzazèr d'aprè zot ? Mi pran mon ka pou in zénéralité ? Pètète é sé tanmyé mé mi koné tro défo mon bann konpatriyot-la myène pou komansé, é sète lo moun mi koné - pou pa port antansyon kozman moin la mark an-o la. Alé ! Mi invite azot roflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !